

une situation critique, il y a des pertes de temps. Si les divers pays intéressés qui ont déjà fourni une contribution dans le passé ainsi que d'autres pays remettaient au secrétaire général une liste de l'outillage militaire et des effectifs qu'ils peuvent prêter à un moment d'avis, le secrétaire général n'aurait, en temps de crise, qu'à consulter la liste du Canada, celle du Brésil et celle de la Suède, par exemple, pour voir si ces pays sont prêts à fournir ce dont on a besoin. On épargnerait ainsi un temps précieux.

Vu que l'Union soviétique et la France causent des soucis au secrétaire général en ce qui a trait au paiement de leur part respective des frais qui découlent d'opérations de ce genre, je comprends bien qu'il pourrait être gênant pour le secrétaire général d'être le dépositaire de listes semblables. Aussi, il serait peut-être bon de charger de faire ces arrangements, un organisme qui ne relèverait pas directement des Nations Unies. Le président de cet organisme pourrait conserver les listes et les mettre, au besoin, à la disposition du secrétaire général. Ce ne sont là que quelques-unes des questions qui devront être étudiées par le gouvernement canadien et les autres gouvernements intéressés. J'espère que le gouvernement étudiera le problème plus à fond. Sauf erreur, c'est justement ce qu'il se propose de faire, et mes souhaits l'accompagnent dans une tâche éminemment utile.

J'en viens maintenant à nos rapports avec le Commonwealth. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a décrit les efforts du gouvernement pour appuyer le Commonwealth; il a parlé de superbe héritage et de relations admirables. Je suis heureux de l'entendre dire ces choses, mais il me semble que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures aurait pu ne pas s'arrêter en chemin et nous exposer par quels moyens nous pourrions continuer dans la même voie. Dans le domaine militaire, on nous propose d'entretenir nos propres forces armées, ou de les mettre à l'entraînement, afin d'aider, le cas échéant, les Nations Unies. Mais qu'en est-il du Commonwealth?

L'an dernier, l'Inde a été envahie par l'armée chinoise, et après bien des délais, nous lui avons envoyé de l'équipement militaire. Aujourd'hui, l'Inde est toujours menacée et n'oublions pas non plus la nouvelle Malaysia, que menace sans aucun doute l'Indonésie. Si un accident survenait à l'un ou l'autre endroit, que ferions-nous? Enverrions-nous des hommes, du matériel, ou les deux pour secourir nos partenaires du Commonwealth?

J'espère que la question sera élucidée et qu'on nous donnera ne fût-ce qu'une idée de notre politique. Sans doute, il ne peut s'agir

que de cas d'espèces à résoudre en tenant compte de la conjoncture; mais le gouvernement devrait nous mettre au courant de ses intentions. Si nos frères au sein du Commonwealth sont attaqués, les aiderons-nous, ou demeurerons-nous simples spectateurs? Si nous les aidons, sera-ce en leur envoyant simplement du matériel, ou également des hommes, et en quelle quantité? Toutes ces questions doivent être étudiées avec le plus grand soin.

Il va sans dire que notre politique extérieure doit demeurer des plus souples et s'adapter aux moments et aux circonstances. On nous a signalé que la République populaire de Chine n'a pas l'intention de renoncer à sa politique de conquête. Il est vrai que l'URSS semble engagée sur une toute autre voie et qu'elle veut probablement réaliser ses objectifs par des méthodes non militaires; mais quant à la République de Pékin, c'est une autre histoire. Étant donné qu'à l'heure actuelle l'atmosphère est un peu moins tendue entre le bloc soviétique et le monde occidental par suite de l'attitude de la Chine, pourquoi ne tournerions-nous pas nos regards vers les régions du Pacifique? J'espère que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et ses collègues examineront soigneusement si nous devons ou non nous engager dans quelque alliance dans le Pacifique. Je pense que cette affaire devrait être examinée à l'heure actuelle. Étant donné le relâchement de la tension entre l'Ouest et l'Union soviétique et la pression constante et l'accroissement de la tension en Orient, je pense que c'est une chose qui doit faire l'objet d'une étude attentive, s'il n'en est pas déjà ainsi. Il est inutile d'essayer de former des alliances et de prendre des dispositions après que les troubles ont éclaté. Ces choses devraient être prévues et les dispositions devraient être prises à l'avance. Je sais que la Chine est loin, au delà du Pacifique, mais aujourd'hui la distance ne signifie pas grand chose. Je sais que la Malaysia et l'Inde sont éloignées aussi, mais je pense que pareilles choses doivent tout de même être prises en considération.

Puis, il y a la question des facilités de crédit accordées à l'Union soviétique et aux autres pays derrière le rideau de fer. Au cours des dernières années, le Canada a fort bien réussi dans ses relations commerciales avec l'Union soviétique, la Chine rouge et d'autres pays satellites de l'Union soviétique. Elles ont été une excellente chose pour le Canada, aidant, sans aucun doute, à améliorer sensiblement notre économie. Elles ont permis aussi d'anéantir certains obstacles qui s'élevaient entre le bloc soviétique et les pays occidentaux. Le commerce est d'un grand secours à cette fin. Comme les paiements sur les ventes à la Chine devaient être effectués